COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 22 février 2008
(convocation du 11 février 2008)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Deux Février Deux Mil Huit à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPÉ Alain, M. HOUDEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DAVID Alain, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCHENE Michel, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISON Serge, M. MARTIN Hugues, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. ANZIANI Alain, M. BANAYAN Alexis, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BENOIT Jean-Jacques, Mme BOURRAGUE Chantal, Mme BRACQ Mireille, Mme BURGUIERE Karine, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, M. CASTEL Lucien, M. CASTEX Régis, M. CAZENAVE Charles, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, M. CORDOBA Aimé, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANE Michel, Mme DARCHE Michelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. DELAUX Stéphan, Mme DENON-BIROT Marie-Nelly, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, M. DUCASSOU Dominique, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, M. DUTIL Silvère, Mme FAORO Michèle, M. FAYET Guy, M. FERILLOT Michel, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, M. JUNCA Bernard, Mme KEISER Anne-Marie, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIER Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MONCASSIN Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NABET Brigitte, M. NEUVILLE Michel, Mme NOËL Marie-Claude, M. PARACHOU Serge, Mme PARCELIER Muriel, Mme PUJO Colette, M. QUANCARD Joël, M. QUERON Robert, M. REBIERE André, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, Mme TOUTON Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. MARTIN Hugues (à cpter de 11 h 10)
M. FLORIAN Nicolas à M. DUPRAT Christophe
M. PUJOL Patrick à M. FAYET Guy
M. TOUZEAU Jean à Mme FAORO Michèle (jusqu'à 9 h 50)
M. BELIN Bernard à M. ANZIANI Alain (jusqu'à 9 h 50)
M. BANNEL Jean-Didier à M. CASTEX Régis
M. BELLOC Alain à M. CASTEL Lucien
M. BENOIT J. Jacques à M. MOULINIER Maxime (jusqu'à 10 h 00)
Mme. BRUNET Françoise à M. BANAYAN Alexis
M. CARTI Michel à M. HOUDEBERT Henri
Mme. CAZALET Anne-Marie à Mme. DUBOURG-LAVROFF Sonia

M. GOURGUES Jean-Pierre à M. MERCIER Michel
M. MAMERE Noël à M. DANE Michel
M. MANSENCAL Alain à M. JUNCA Bernard
M. MILLET Thierry à M. NEUVILLE Michel
M. PETIT Alain à Mme. DARCHE Michelle
M. POIGNONEC Michel à M. SOUBIRAN Claude
M. PONS Henri à M. SIMON Patrick
M. RESPAUD Jacques à Mme. DIEZ Martine
M. TAVART Jean-Michel à M. BAUDRY Claude
Mme. VIGNE Elisabeth à M. MERCHERZ Jean

EXCUSE :

M. CANIVENC

LA SÉANCE EST OUVERTE

Signalisation lumineuse tricolore - Instauration de la gratuité des télécommandes de répétiteurs sonores des feux piétons aux non voyants et mal voyants - Autorisation

Monsieur DAVID présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La Communauté Urbaine a commencé à mettre en place des équipements sonores sur les feux de signalisation en 1980.

Il s'agissait alors de répétiteurs sonores de feux piétons à proximité d'établissements fréquentés par les aveugles.

Compte tenu de la nuisance apportée aux riverains par ces dispositifs qui fonctionnaient en permanence la journée, il est apparu nécessaire de ne faire fonctionner cette signalisation sonore qu'à la demande.

Une Commission Nationale de normalisation a défini des télécommandes de type radio en 2001, ce qui a permis une progressive mise en place de ces matériels à partir de cette époque.

Sur les conseils des associations d'usagers, les télécommandes sont vendues par le fabricant titulaire du marché de fournitures aux usagers non voyants, au prix de 30 € actuellement. La formation à l'utilisation de ce matériel est assurée par les associations, aux frais des malvoyants.

Le décret 2006-1658 du 21 décembre 2006 sur l'accessibilité de la voirie et des espaces publics a rendu obligatoire à compter du 1^{er} juillet 2007 la mise en place de répétiteurs sonores sur les nouveaux équipements de feux de signalisation piétons.

Il va donc en résulter une forte accélération du taux d'équipements sonores, ce qui est de nature à améliorer l'accessibilité de la voirie aux non voyants et mal voyants.

Dans ce contexte, le maintien d'une obligation d'achat des télécommandes risque de constituer une source d'inégalité dans l'accessibilité à la voirie.

Aussi est-il proposé que la Communauté Urbaine prenne en charge la fourniture des télécommandes et la formation des usagers à leur utilisation pour les personnes souffrant d'un réel déficit visuel, confirmé par certificat médical ou carte d'invalidité et habitant la Communauté Urbaine de Bordeaux. Seul le premier équipement sera pris en charge par la Communauté. En cas de perte, destruction ou vol, la personne concernée pourra renouveler son équipement via une association ou directement auprès d'un fournisseur. Cette acquisition se fera alors aux frais du demandeur.

Afin de limiter les pertes et destructions de ces télécommandes, le renouvellement éventuel restera payant.

Il est permis de penser que de l'ordre de 1 500 personnes sont susceptibles de demander à bénéficier d'une telle mise à disposition d'ici 2012, ce qui représenterait, pour la fourniture (30 € par unité) et la formation (25 € par personne) un coût total de 82 500 € sur 5 ans, de 2008 à 2012 avec un coût annuel compris entre 8 800 € et 22 000 €, et une prévision de 13 200 € en 2008.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir :

- approuver la prise en charge financière des télécommandes de feux sonores en faveur des usagers aveugles et non voyants.
- autoriser Monsieur le Président, à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 22 février 2008,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
5 MARS 2008**

PUBLIÉ LE : 14 MARS 2008

M. ALAIN DAVID